Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

35 | 2007

La Restauration revisitée - Les formes de la protestation - Une histoire de l'Etat

1800-1859. Comment naissent les rébellions

1800-1859. How rebellions were born

Aurélien Lignereux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2162>

DOI : 10.4000/rh19.2162

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2007

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Aurélien Lignereux, « 1800-1859. Comment naissent les rébellions », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 35 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2162> ; DOI : 10.4000/rh19.2162

Tous droits réservés

AURÉLIEN LIGNEREUX

1800-1859. Comment naissent les rébellions

S'il fait d'abord figure d'ère des révolutions, le XIX^e siècle reste tout autant celui des rébellions. En effet, entre l'inscription de la révolte au cœur de l'Ancien Régime¹ puis l'explosion des mouvements populaires sous la Révolution et le déclin des émeutes rurales après 1860, s'étend une période riche en mutations et en tensions. L'historiographie en témoigne : pour s'en tenir aux affrontements collectifs et violents contre des gendarmes, de 1800 à 1859, pas moins de 660 affaires ont déjà été mentionnées au sein de quelque 220 références. Aussi, est-ce entériner le resserrement de l'échelle d'analyse, sous l'effet, entre autres, de l'essor des monographies, des relectures de l'histoire politique et sociale, ou de l'étude des pratiques judiciaires, que de s'intéresser à la genèse des rébellions, soixante ans après Ernest Labrousse². Un tel éclatement s'oppose cependant à une vue d'ensemble et masque le fait rébellonnaire lui-même.

Plutôt que de tenter d'unifier une bibliographie encore lacunaire, propre à surévaluer le poids des contentieux (frumentaires), des contrées (Pyrénées) ou des conjonctures (Deuxième République) les plus étudiés, une approche systématique s'impose. L'ampleur du cadre retenu – la France de 1800 à 1859, Paris et la Corse exclues – implique de restreindre le relevé aux rébellions avec voies de fait, de la part de trois personnes au moins, contre des gendarmes. Ces affaires sont délibérément saisies avant le filtre judiciaire, mais elles sont suffisamment graves pour avoir été annoncées aux ministères³. Au-delà de

1. Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, 610 p.

2. Ernest Labrousse, « 1848-1830-1789. Comment naissent les révolutions », *Actes du congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1948, p. 1-20. Ce classique a fait l'objet de trois mises en perspective récentes : Francis Démier, « Comment naissent les révolutions ? » Cinquante ans après... », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1997/1, p. 31-49 ; Michel Vovelle, « Comment naissent les révolutions ? » à l'épreuve du cinquantenaire. Le voyage d'Ernest Labrousse en Révolution », *Provence historique*, tome XLVIII, 4^e trimestre 1998, p. 409-422 ; Michel Offerlé, « Comment naissent les révolutions : une relecture d'Ernest Labrousse », journée d'étude du 26 juin 2007, « Types de conflits et formes de politisation », projet thématique ANR CONFLIPOL, *Conflits et construction du politique (XIII^e-XIX^e siècle)*, à paraître.

3. Sur la méthode et les 1 350 cotes qui sous-tendent l'enquête, Aurélien Lignereux, « Force à la loi ? Rébellions à la gendarmerie et autorité de l'État dans la France du premier XIX^e siècle (1800-1859),

sa récente reconsidération⁴, le choix de la gendarmerie tient à sa polyvalence et à sa présence sur tout le territoire : à partir de 1852, chaque canton est pourvu d'une brigade de cinq à six hommes. Pour autant, il ne s'agit pas de réduire ce corps à une caisse de résonance des colères populaires, mais d'introduire un troisième terme dans l'opposition entre l'État et la société, et d'abord un deuxième homme – le gendarme – dans l'étude des rébellions, jusqu'alors centrée sur les seuls rebelles.

Au total, 3 725 affaires ont été mises au jour. En elles-mêmes, la plupart n'offrent rien de remarquable. Toutefois, considérées en masse, on passe de l'accidentel, destiné à rester inaperçu, à un phénomène de grande ampleur, de nature structurelle. La présente enquête vise à articuler ces deux échelles, afin de concilier l'impression d'ensemble et l'expressivité d'affaires singulières. En effet, la recension n'est que la somme de la reconstitution détaillée de chacune des rébellions. Toutes ont fait l'objet d'une fiche *File Maker Pro 6*, riche de 57 rubriques. L'exploitation statistique de ces données offre, par le jeu des corrélations, un bel instrument d'analyse de la violence collective. Cet article en expose les principaux résultats, en privilégiant le phénomène rébellionnaire dans son ensemble plutôt que ses ramifications thématiques. Il s'agit d'intégrer cette masse de données aux cadres de pensée des contemporains pour mieux en interroger les présupposés et la pertinence, mais aussi d'en confronter les enseignements aux grandes clefs de lecture forgées par les historiens. Au total, quatre niveaux d'interprétations s'offrent à ce réexamen, selon qu'elles mettent en avant les pulsions individuelles ou la pression du groupe, qu'elles insinuent une forme de déterminisme spatial, qu'elles soulignent l'impact des conjonctures ou enfin qu'elles prennent en compte les forces de l'ordre.

LES EXPLICATIONS PSYCHO-SOCIOLOGIQUES : DES REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES À LA RESTITUTION DES LOGIQUES INTERNES

Tenus d'informer au plus tôt leur hiérarchie et les autorités des résistances rencontrées, les gendarmes s'en tiennent à un compte rendu factuel. Quant aux préfets et aux procureurs, en dépit de recoupements rétrospectifs, leurs analyses se bornent en général aux causes apparentes de la rébellion. Celle-ci est volontiers présentée comme le fait d'hommes violents et soudés par leurs

doctorat, Histoire, sous la direction de Nadine Vivier et de Jean-Noël Luc, Université du Maine, 2006, p. 14-22.

4. Clive Emsley, *Gendarmes and the State in the Nineteenth Century Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 288 p. ; Jean-Noël Luc [dir.], *Gendarmerie, État et société au XIX^e siècle. Actes du colloque organisé les 10-11 mars 2000 par le Centre de recherches en histoire du XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p. et *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie. Guide de recherche*, Maisons-Alfort, Service Historique de la Gendarmerie Nationale, 2005, 1 105 p.

mauvaises passions. À la foire de Lanhélin, le 24 juin 1834, la brigade de Saint-Pierre arrête un individu recherché pour rébellion et coups et blessures. Elle est alors assaillie par « 150 personnes de la trempe de ce mauvais sujet ». De façon exemplaire, le chef d'escadron achève son rapport sur l'aide salutaire apportée par « 8 à 10 bons citoyens »⁵. Cette stigmatisation ne se limite pas aux désordres d'après boire. La présence parmi les insurgés de décembre 1851 de braconniers ou de cabaretiers verbalisés a servi à dénier au soulèvement une portée politique et à étayer le thème de la défense de la société⁶.

Commode pour le pouvoir, l'attribution des rébellions à des individus rebelles aux lois et par nature hostiles aux gendarmes ne saurait couvrir tous les cas de figure ni tenir compte de l'implication des passants. La bipartition manichéenne du corps social est nuancée par la distinction entre les meneurs et une masse manipulable et inflammable. L'article 100 du Code pénal de 1810 prescrit d'ailleurs de ne poursuivre que les auteurs et les chefs d'un attroupement séditieux et d'épargner les « rebelles sans fonction ni emploi dans la bande » (art. 213). Conjuguée au refus de leur reconnaître un « droit à la rébellion », comme action consciente⁷, cette base juridique explique la sous-représentation des femmes à tous les stades de la répression : présente dans 41 % des rébellions, elles fournissent moins de 10 % des accusés, et sont acquittées une fois sur deux, contre 38 % des hommes.

En l'absence d'agitateurs, les autorités s'en remettent à une autre conception héritée de l'Ancien Régime, celle d'une foule urbaine prompte à intervenir dans l'espace de la rue, qui est le sien⁸, ou celle d'une communauté villageoise rétive aux immixtions extérieures. Vu l'émotion suscitée par le spectacle de conscrits enchaînés ou le sentiment d'injustice et d'identification qu'éveille une arrestation⁹, la prudence s'impose dans les quartiers populaires, sur le foirail et lors des fêtes. La dialectique privation/explosion, au cœur du couple fête/révolte, ébranle les bornes de l'obéissance habituelle : « cette rébellion est la suite de l'ivrognerie à laquelle se sont adonnés ces montagnards d'un caractère dur et méchant dans le vin », conclut, comme en tant d'autres cas, un capitaine de gendarmerie après une échauffourée à Saint-

5. Compagnie de l'Ille-et-Vilaine, Arch. nat. (Archives nationales), F⁷ 4020.

6. Ted W. Margadant, *French Peasants in Revolt. The Insurrection of 1851*, Princeton, Princeton University Press, 1979, p. 281 ; Christian Estève, « Liberté et droit de chasse : au cœur ou en marge de l'insurrection de 1851 ? » dans *Comment meurt une République : autour du 2 Décembre. Actes du colloque de la Société d'histoire des révolutions du XIX^e siècle (Lyon, 28 novembre-1^{er} décembre 2001)*, Paris, Créaphis, 2004, p. 327-348.

7. Denis Béliveau, « Le droit à la rébellion : les femmes, le pain et la justice en France (1816-1847) » dans Alain Corbin, Jacqueline Lalouette et Michèle Riot-Sarcey [dir.], *Femmes dans la cité, 1817-1871*, Grâne, Créaphis, 1997, p. 41-55.

8. Arlette Farge, *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1986, 355 p. ; Alexandre Nuges-Bourchat, *Représentations et pratiques d'une société urbaine : Lyon, 1800-1880*, sous la direction d'Yves Lequin, doctorat, Histoire, Université Lumière Lyon 2, 2004, 974 p.

9. « On trouve encore trop souvent dans les campagnes je ne sais quel stupide entraînement à prendre parti contre la force publique en faveur des individus les moins dignes d'intérêt et de pitié », s'irrite le procureur général de Colmar auprès du ministre de la Justice, 5 juin 1852, Arch. nat., BB³⁰ 376.

Romain (Loire), en juillet 1836¹⁰. Seule la moralisation par l'éducation des classes populaires permettrait de rompre avec ces entraînements instinctifs¹¹.

Rompant avec cette vision spasmodique des troubles, qui est d'abord une manière de dénier aux rébellions une portée politique¹², les historiens se sont attachés à restituer la logique des mouvements populaires. L'« économie morale de la foule » rend compte des violences frumentaires¹³, tout comme la notion de « rétribution » éclaire les émeutes urbaines. Loin de trahir une incapacité politique, ces dernières traduisent au contraire la volonté du menu peuple de participer à l'ordre de la ville, en sanctionnant des autorités fautives qui ont violé le pacte civique¹⁴. Sans doute cette culture est-elle intimement liée à la société urbaine d'Ancien Régime, mais les rébellions qui visent des gendarmes ayant enfreint les canons d'une bonne police obéissent à un ressort similaire.

Au-delà de ces répertoires bien identifiés, l'attention portée à la face positive de la rébellion, c'est-à-dire aux valeurs invoquées derrière le rejet d'une loi en vigueur, propose un modèle général d'explication : la rébellion naît de la confrontation entre les codes nationaux, que doivent faire appliquer les gendarmes, et les normes admises localement. Le regard extérieur est donc banni au profit de la mise en évidence d'autres règles. L'étude des populations pyrénéennes a servi de matrice à cette démarche¹⁵, mais ses principes sont transposables ailleurs. Là où un officier se contente d'évoquer des « vociférations étranges » lors d'une rixe intercommunale à la fête d'Aubrac (Aveyron)¹⁶, il y a lieu de les insérer au sein du rituel de provocations : les structures anthropologiques donnent naissance et sens à la violence, invalidant le prisme de la sauvagerie¹⁷. Là comme ailleurs, il n'est pas possible d'incriminer seulement « le fort à bras de la localité »¹⁸.

En matière de rébellion, la défense de la réputation et le devoir d'os-

10. Compagnie de la Loire, juillet 1836, Arch. nat., F⁷ 4045.

11. Arnould Bonneville de Marsangy, *De l'amélioration de la loi criminelle, en vue d'une justice plus prompte, plus efficace, plus généreuse, plus moralisante*, Paris, Cosse et Marchal, 1864, p. 54-96 et 258-259.

12. Si les administrateurs considèrent les rébellions comme le symptôme d'un malaise politique, ils se gardent en général d'en admettre la nature politique ; Pierre Karila-Cohen, « L'état des esprits » : *l'administration et l'observation de l'opinion départementale en France sous la monarchie constitutionnelle (1814-1847)*, doctorat, Histoire, sous la direction d'Alain Corbin, Paris 1, 2003, 691 p.

13. Sur la transposition au cas français de cette notion établie par Edward P. Thompson, Nicolas Bourguinat, *Les grains du désordre. L'état face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002, 542 p.

14. William Beik, *Urban Protest in Seventeenth-Century France. The culture of retribution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 49-63.

15. Jean-François Soulet, « Une nouvelle approche de la France rurale au XIX^e siècle », *Revue historique*, tome CCLXXIX, n° 2, avril-juin 1988, p. 381-392.

16. Le lieutenant de gendarmerie à Espalion au ministre de la Guerre, 18 août 1853, SHD-DAT (Service Historique de la Défense - Département de l'Armée de Terre), G⁸ 5.

17. François Ploux, *Guerres paysannes en Quercy. Violences, conciliations et répression pénale dans les campagnes du Lot, 1810-1860*, Paris, Boutique de l'histoire, 2002, 376 p.

18. Le lieutenant de Bagnères-de-Bigorre désigne ainsi au ministre de la Guerre, 1^e responsable d'une rébellion, au soir de la fête du hameau de L'Esponne, le 5 octobre 1851, SHD-DAT, F¹ 48.

tentation de coqs de village ou des héritiers des maisons en vue entrent en compte. De même que le profil des insurgés de 1789, 1848 ou 1871 a permis de repousser définitivement l'amalgame entre la foule révolutionnaire et la canaille, de même l'étude des accusés de rébellions les distingue nettement des marginaux. La dimension collective de ces affaires suppose d'ailleurs que, pour être secouru, l'individu en conflit avec les gendarmes soit enraciné localement et qu'il bénéficie d'une certaine surface sociale. Cela n'empêche certes pas que des inconnus se laissent entraîner, mais, dans la plupart des cas, l'initiative du premier coup incombe à un proche de l'individu arrêté. Ce jeu de rôles accorde peu de place à l'impulsion ; il s'appuie sur les réseaux d'interconnaissance et sur des solidarités emboîtées : liens familiaux, entraide de voisinage, devoir de rescousse communautaire. Le déclin de ces usages, plus ou moins prononcé selon les contrées, explique en partie les disparités de la carte des rébellions.

LES MODÈLES GÉOGRAPHIQUES : POPULATIONS ÉTRANGÈRES À L'ÉTAT-NATION OU GENDARMES ÉTRANGERS AUX COMMUNAUTÉS ?

Conscientes des limites que comporte la stigmatisation d'individus ou l'appréhension globale du peuple, les autorités du premier XIX^e siècle recourent aux déterminismes spatiaux, d'autant plus sûrement que la classification sociale se réduit alors en général à la dichotomie entre l'élite urbaine et les habitants des campagnes, ancrés dans leur terroir et modelés par la nature qui les environne¹⁹. Le milieu fait l'homme : les montagnards sont donc rudes, les populations du bocage fermées aux progrès, et celles des rivages irrédiblement sauvages. Ces analogies teintées de néo-hippocratisme encombrant les rapports, mais les administrateurs s'emploient aussi à les affiner en les confrontant à la notion de « civilisation ». Les rébellions, en tant que formes primaires de rejet des intrusions extérieures, signalent le retard de certaines contrées.

Les premières statistiques judiciaires ne bouleversent guère cette approche. Le procureur général de Montpellier réclame un encadrement resserré pour son ressort, vu que « [l]es tableaux d'administration de la justice criminelle nous ont appris que les attaques contre les gendarmes étaient beaucoup plus nombreuses dans le midi de la France que les atteintes aux propriétés »²⁰. De fait, les quatre départements dont il a la charge comptent 7,2 % des accusés de crime de rébellion pour 3,5 % de la population, et les départements au

19. Marie-Noëlle Bourguet, *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1988, 476 p. ; François Walter, *Les figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004, p. 21-142.

20. Le procureur général de Montpellier au ministre de la Justice, 24 juillet 1829, Arch. nat., BB¹⁸ 1309.

sud d'une ligne Bordeaux/Genève regroupent 56 % des rebelles pour un tiers des Français²¹. En revanche, en correctionnelle, le ressort de Montpellier et le Midi s'alignent sur la moyenne nationale avec respectivement 3,4 % et 33 % des cas jugés. Leurs parts ne cessent de s'éroder par la suite. Dans la rétrospective des années 1826-1850, les départements en voie d'industrialisation dominant. L'approche caractérologique des rébellions subsiste pourtant. Exemple d'inertie des représentations, ce hiatus repose sur le traitement niveleur que la taxinomie judiciaire réserve aux rébellions communautaires méridionales, frappantes mais rares, noyées dans la masse des résistances individuelles, qui ont souvent lieu en ville, envers des policiers. En ce sens, la traduction cartographique des données du *Compte général* ne peut que dénaturer le phénomène rébellionnaire en enregistrant de façon indifférenciée toutes sortes d'agressions, quels que soient le nombre de rebelles et le type de fonctionnaires visés²². Limitée aux affrontements collectifs contre des gendarmes, la carte page suivante est plus cohérente et fait mieux comprendre la perception des contemporains.

Le clivage centre/périphérie ressort nettement, à condition de ne pas restreindre cette dernière aux contrées frontalières, mais de l'étendre aux régions enclavées. Cette géographie accrédite la ligne Saint-Malo/Genève, pourvu d'adjoindre le Centre-Ouest à la France intégrée du Nord-Est. Au sein de cet ensemble, et à l'exception du Nord et de la Haute-Saône, les rébellions sont ponctuelles ou conjoncturelles (crises frumentaires ou révolutionnaires). La France rébellionnaire est méridionale et occidentale : le Massif central – huit des onze départements les plus indociles s'y côtoient –, les Pyrénées, le pourtour méditerranéen et l'Ouest intérieur. L'échelon départemental facilite la comparaison avec les autres cartes disponibles pour le XIX^e siècle, à l'exemple de celle des campagnes restées en partie non francophones en 1863²³. La liste des recoupements excède le cadre d'un article. De fait, à défaut d'un parallélisme fondamental, cette démarche tend à identifier les terreaux de rébellions en multipliant les paramètres. Des modèles écologiques se dessinent ainsi, au sens de la géographie électorale, c'est-à-dire imputant aux structures sociales du territoire d'appartenance des populations rébellionnaires les racines de leur comportement²⁴.

21. *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France, pendant l'année 1825*, Paris, Imprimerie royale, 1827, p. VII.

22. Tel est le résultat paradoxal – celui d'une France du Nord-Est rebelle – auquel aboutit Louis Sauré, bien conscient d'ailleurs du risque qu'implique le « chaos des statistiques » dont il dépend (*La gendarmerie dans la société de la Seconde République et du Second Empire*, doctorat d'État, 1963, p. 990).

23. Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1983, p. 109.

24. Pascal Perrineau, « Modèles d'explication du vote », dans Pascal Perrineau et Dominique Reynié (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, p. 638-644.

Carte 1. Répartition départementale des 3 725 rébellions collectives contre des gendarmes, 1800-1859

On sait cependant que cette lecture occulte l'effet des traumatismes historiques, revivifiés au gré des aléas politiques²⁵. Les années 1813-1815 et 1831-1841 rassemblent ainsi 57 % des rébellions de la vingtaine d'arrondissements formant l'Ouest politique, tandis que ces mêmes périodes regroupent un quart seulement des affaires pour le reste du pays. Plus largement, la recherche de corrélations butte devant l'évidence des contre-exemples. Pourquoi un tel contraste dans l'accueil réservé aux gendarmes entre des contrées forestières, frontalières et fidèles au catholicisme comme l'Ariège et le Doubs ? N'est-ce pas risquer de revenir « au mystère des personnalités ethniques »

25. Paul Bois, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Mouton, 1960, 716 p.

comme le concédait André Siegfried²⁶ ? Au moins faut-il se garder de tout déterminisme univoque : si l'Ardèche, l'Aveyron, l'Hérault, la Haute-Loire, le Lot et la Lozère rassemblent à eux seuls 21 % des rébellions, il est encore plus significatif que ces six départements mitoyens concentrent 35 % de celles ayant pris la forme d'un guet-apens. Plus que leur fréquence, la forme des affrontements renvoie à une aire anthropologique spécifique : le sud du Massif central, région « à vengeance »²⁷.

Rares cependant sont les ensembles aussi cohérents. Minée par les contradictions auxquelles l'expose la variété des situations, l'interprétation pâtit de l'échelle d'analyse, invitant dès lors à une identification plus fine des espaces rébellionnaires. Le tableau suivant révèle l'amplification des contrastes à mesure que se précise l'angle d'approche. Marginales dans une moitié du pays, les rébellions sont en revanche massives dans un quart du territoire.

Tableau 1. Part des 3 725 rébellions en fonction des circonscriptions administratives, 1800-1859

	les 75 % les + calmes	les 25 % les + rebelles	les 50 % les + calmes	les 50 % les + rebelles	les 10 % les + calmes	les 10 % les + rebelles
À l'échelle des départements (85)	48 %	52 %	23 %	77 %	3 %	28,5 %
À l'échelle des arrondissements (358)	40 %	60 %	17 %	83 %	1 %	35 %
À l'échelle des cantons (2 780)	28 %	72 %	5 %	95 %	0 % 1 205 dépourvus de rébellion	44 %

La contiguïté se fissure dès l'échelon de l'arrondissement. En Lozère, le calme de celui de Florac, protestant, qui compte 12 % des rébellions du département pour 29 % de ses habitants, contraste avec l'agitation de ses voisins septentrionaux et catholiques. Des oppositions classiques sont confirmées, comme le clivage entre l'ouest et l'est du Maine-et-Loire, ou, dans les Deux-Sèvres, entre les arrondissements du nord et ceux du sud (Parthenay et Bressuire concentrent 87 % des rébellions mais seulement 43 % des habitants). Quatre cantons sur les 31 de ce département polarisent même les trois quarts des rébellions.

26. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Imprimerie nationale, 1995 [1^{re} édition 1913], p. 446.

27. Elisabeth Claverie et Pierre Lamaison, *L'impossible mariage. Violence et parenté au Gévaudan, XVIII^e, XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Hachette, 1982, p. 301.

Carte 2. Répartition cantonale des 3 725 rébellions collectives
contre des gendarmes, 1800-1859

Le grain cantonal permet aussi de mieux apprécier la corrélation avec le relief, même s'il importe de souligner que, contrairement aux préjugés de l'époque, moins du quart des rébellions éclate dans des communes situées à plus de 500 mètres d'altitude. Mieux vaut remarquer la vigueur rebelle des confins départementaux. Deux lignes de faille longeant les contours administratifs polarisent en effet les rébellions, du Rhône au Lot, et de l'Ille-et-Vilaine aux Deux-Sèvres. Les « aires insurrectionnelles » (marches de Poitou et de Bretagne, confins du Maine et de Bretagne, Dauphiné, sud de la Saintonge et de l'Angoumois, Paréage en Périgord, vicomté de Turenne, vallées pyrénéennes), foyers des mouvements paysans contre les exigences de l'État royal, s'effacent peu à peu devant de nouveaux pôles²⁸. Cela invalide tout

28. Yves-Marie Bercé, *Histoire des Croquants. Étude des soulèvements populaires au XVIII^e siècle dans le Sud-Ouest de la France*, Genève, Droz, 1974, p. 646-666.

atavisme antiétatique : dans la France issue de la Révolution, il n'y a plus de privilèges territoriaux à défendre, mais les exigences de l'État atteignent de nouveaux territoires, à la faveur du resserrement du quadrillage administratif.

En 1830, 30 % des gendarmes résident en effet dans une sous-préfecture et 82 % dans un chef-lieu de canton. Le critère démographique entérine cet ancrage urbain : 57 % des brigades sont installées dans des communes de plus de 2 000 habitants. Notons que 63 % des rébellions éclatent dans celles de moins de 2 000 habitants. Ne peut-on pas alors les interpréter comme une manifestation d'hostilité des ruraux envers les représentants de la ville prédatrice, à l'exemple des luttes chouannes ou le rejet des droits de place ?²⁹ Il est vrai que le service de la gendarmerie est « particulièrement destiné à la sûreté des routes et des campagnes », selon les termes de la loi du 28 germinal an VI (17 avril 1798) repris par le décret du 1^{er} mars 1854.

Aussi faut-il prendre en compte les origines des gendarmes pour éprouver l'idée d'un décalage spatial. L'histoire sociale du corps nuance l'image d'agents étrangers à leur circonscription. Contrainte aux concessions face aux difficultés de recrutement, l'institution n'applique avec rigueur la politique de dépaysement qu'au niveau cantonal³⁰. Entre le quart et la moitié du personnel de chaque compagnie est né en son sein. En y incluant ceux issus des départements voisins, une petite majorité des agents sert dans sa région d'origine. La gendarmophobie n'est pas proportionnelle à la part des gendarmes venus de loin : l'Ardèche et la Sarthe, figurant respectivement aux premiers et derniers rangs en terme de rébellions, présentent un profil similaire pour les années 1810-1857. La part du personnel autochtone atteint 36,4 % et 35 %, et, au total, celle des gendarmes nés dans la région 52,7 % et 53,7 %³¹. Mieux, les rébellions frappent autant des gendarmes d'origine proche que lointaine. L'entrée dans la gendarmerie, après plusieurs années de service militaire, consacre une coupure par rapport au milieu d'origine, que manifestent l'uniforme et la caserne. Cela ne signifie pas que le gendarme soit à l'écart de la société locale : son intégration s'opère non pas en fonction de sa provenance mais de son ancienneté dans la résidence, de son mariage ou non avec une femme du pays et de sa manière d'appliquer les règlements.

29. Yves-Marie Bercé, *Croquants et nu-pieds, les soulèvements paysans en France du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, 1974, p. 184-200.

30. Arnaud-Dominique Houte, *Le métier de gendarme national au XIX^e siècle. Pratiques professionnelles, esprit de corps et insertion sociale de la monarchie de Juillet à la Grande Guerre*, doctorat, Histoire, sous la direction de Jean-Noël Luc, Paris IV-Sorbonne, 2006, p. 72-82.

31. Contrôle des troupes, SHD-DAT, 42 Yc 1081-1084 et 1335-1337.

L'IMPACT DES CONJONCTURES RÉPRESSIVES

Encore faut-il souligner que le zèle individuel des gendarmes n'infléchit que peu l'intensité d'une surveillance d'abord tributaire des capacités d'action du corps et soumise à l'évolution des priorités répressives. Le rythme des rébellions en porte la trace.

Graphique 1. Rythme annuel des 3 725 rébellions collectives à la gendarmerie, 1800-1859

À la différence de cette approche systématique, les autorités ont privilégié l'articulation entre révolution et rébellions. De fait, appréhendées comme des révoltes sans horizon ni lendemain, ces dernières ne sont guère de nature à émouvoir le pouvoir, sauf à se répéter dans le temps et dans l'espace. Qu'ils apparaissent alors comme les manifestations d'un plan concerté visant à défier le régime, ou qu'ils soient perçus comme les symptômes de l'effritement de son autorité à la base, ces accrochages rapprochés sont interprétés comme les signes avant-coureurs d'un choc décisif. Cette anticipation d'une menace globale provoque des escalades. De tels cycles s'observent dans l'Ouest au début de la monarchie de Juillet, lorsque la dramatisation politique de l'insoumission et le renforcement des gendarmes multiplient les heurts, ou dans l'Ardèche et l'Hérault, en 1850-1851, lorsque la peur de la subversion sociale porte à un degré intolérable la surveillance qui pèse sur la chasse, les cabarets et les fêtes traditionnelles. Les soulèvements qui ont suivi le débarquement de la duchesse de Berry ou le coup d'État du prince-président ne confortent qu'en apparence cette valeur prédictive des rébellions. Il n'y a pas de véritable lien de continuité : ces crises majeures ne sont pas annoncées ou même

amenées par les rébellions, mais elles résolvent l'épreuve de force née de l'intensification de la répression.

Les rébellions sont moins pré-révolutionnaires que post-révolutionnaires, tel est du moins le constat à tirer d'une historiographie attentive aux flambées émeutières qui ont suivi les Trois Glorieuses et la Révolution de Février. À l'exemple du meurtre des frères Latreille, en conflit avec les habitants de Villesèque au sujet d'un bois³², le renversement du rapport de forces national rend possible un règlement parfois brutal des contentieux locaux, jusqu'alors comprimés par un appareil répressif dissuasif. Pour en rester à 1830, les historiens ont tenté de mesurer l'onde de choc révolutionnaire par le biais de ses contrecoups départementaux³³. La vague d'agitation apparaît d'autant plus forte qu'en temps ordinaire, les rébellions ne jouissent pas de la même sollicitude.

Par contraste, notre graphique semble minorer les répercussions des révolutions, parce qu'il enregistre les affaires sur toute la période, mais non tous les mouvements populaires : il saisit le point de rencontre entre la virulence protestataire et la capacité d'action de la gendarmerie. Si le contexte révolutionnaire multiplie les occasions d'affrontement, l'impuissance des brigades en modère les effets. Débordées, elles ne peuvent pas être présentes partout. Discrédités par la chute du régime qu'ils servaient, les gendarmes adoptent un profil bas et sont invités à la prudence par les nouvelles autorités. Il faut attendre plusieurs mois pour qu'une reprise en main soit envisageable dans les contrées où le désordre s'est pérennisé, d'où le haut niveau des rébellions qui se prolonge plusieurs années durant. Loin de se réduire aux pouvoirs faibles, les pics rébellionnaires peuvent donc correspondre à des phases de restauration de l'autorité, à l'instar des années 1804-1809, lorsque la gendarmerie, renforcée et encouragée par un régime en guerre mais bien en place, impose l'ordre conscriptionnel au prix de heurts répétés.

Le lien entre les moyens de la gendarmerie et le niveau des rébellions reste à établir dans la durée. L'histoire de la justice doit son renouvellement à la critique de ses sources statistiques, si bien que les chercheurs ont renoncé à cerner la criminalité en soi au profit de l'évolution des sensibilités, des priorités et de l'activité du personnel judiciaire et policier. On ne saurait étudier autrement les rébellions : elles ne peuvent avoir lieu que là où des brigades sont implantées et qu'à partir du moment où elles se lancent dans des opéra-

32. Peter Mc Phee, *Revolution and Environment in Southern France. Peasants, Lords, and Murder in the Corbières, 1780-1830*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 272 p.

33. Roger Price, « Popular Disturbances in the French Provinces after the July Revolution of 1830 », *European Studies Review*, tome 1, n° 4, octobre 1971, p. 323-350 ; James Rule et Charles Tilly, « Political process in revolutionary France, 1830-1832 » dans John M. Merriman [dir.], *1830 in France*, New-York, New Viewpoints, 1975, p. 41-85 ; Pamela Pilbeam, « Les barricades provinciales : les Trois Glorieuses de 1830 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1999/1, p. 73-82 ; Werner Giesselmann, *“Die Manie der Revolte”. Protest unter französischen Julimonarchie, 1830-1848*, Munich, Oldenbourg, 1993, 1 086 p.

tions risquées. Le phénomène rébellionnaire dépend de la pression de l'appareil d'État, et non d'une quelconque propension à la révolte.

Dans cette optique, l'examen des effectifs de la gendarmerie constitue un préalable que l'on peut confronter au modèle de Ted R. Gurr, selon lequel la violence évolue proportionnellement au potentiel répressif, avant de décroître à partir d'un seuil élevé de ce dispositif, pour augmenter de nouveau quand la surveillance devient insupportable³⁴. De 1800 à 1859, les compagnies progressent d'un tiers, passant de 12 300 hommes à 18 500. Le saut décisif date en fait de la décennie révolutionnaire, la maréchaussée ne comptant que 4 114 membres en 1789. Considérées de façon globale, les résistances à la gendarmerie lors du premier tiers du XIX^e siècle relèvent d'une crise d'adaptation face à cette rupture dans le niveau d'encadrement, qui rend possible l'instauration de l'ordre civique né de la Révolution et formalisé par les codes napoléoniens. D'abord accaparés par l'imposition des nouveaux devoirs, la conscription en particulier, les gendarmes peuvent par la suite intensifier le contrôle des déplacements et des comportements au sein d'une société acclimatée à leur présence. Le nombre d'arrestations augmente donc : l'étude de neuf compagnies indique que leur moyenne annuelle progresse de 65 % entre 1821-1835 et 1836-1847, tandis que le nombre de rébellions recule de 30 %³⁵. L'inflation des procès-verbaux est plus nette encore (27 000 transmis par an au parquet entre 1831-1835, 57 000 en 1841-1845 et 122 000 en 1851-1855)³⁶, et hors de proportion avec la hausse de la population et celle des effectifs.

Si le niveau des rébellions est donc à dissocier de l'activité répressive, sans doute faut-il être attentif aux écarts dans la répartition des gendarmes sur le territoire, dans la mesure où ils pourraient correspondre à ceux constatés dans la localisation des heurts.

Cette synthèse, établie à partir des critères conjugués du maillage cantonal et de la densité gendarmique par habitants et par km², se prête à la comparaison avec la carte 1. Pour tenir compte de toute la période, on peut l'enrichir par un classement élargi à 1810 et 1853³⁷. Sur les cinq régions les plus encadrées, quatre figurent aussi parmi les plus rebelles : l'Ouest intérieur, le pourtour méditerranéen, le sud-est du Massif central et les Pyrénées. Ces nombreux gendarmes servent à surveiller des habitants indociles tout en nourrissant leur hostilité envers le régime en place ou l'État central. En revanche, la concentration des brigades dans le cœur historique du pays ne

34. Ted R. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970, 421 p.

35. États mensuels transmis au ministère de l'Intérieur (Ardèche, Drôme, Loire, Meurthe, Pyrénées-Orientales, Rhône, Sarthe, Somme, Var), Arch. nat., F⁷ 3906-4215²¹.

36. *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1880 et rapport relatif aux années 1826 à 1880*, Genève/Paris, Slatkine, 1989 [1^{re} édition 1882], p. CLIII.

37. Aurélien Lignereux, « *Force à la loi* »..., ouv. cité, p. 664-677. Neuf cartes à l'échelle de l'arrondissement scrutent l'évolution de la présence gendarmique.

Carte 3. Classement des départements selon la qualité de leur couverture par la gendarmerie (1830)

suscite aucun phénomène de rejet en raison de l'intégration des populations. Les faibles effectifs des gendarmes du Sud-Ouest à la Lorraine ou sur le littoral de la Manche contribuent à minorer le nombre de rébellions.

Une échelle resserrée révèle davantage les interactions, à condition d'affiner également la chronologie. Au tournant des années 1820-1830, la gendarmerie est promue en fer de lance de la civilisation, employée comme missionnaire de la loi et pacificatrice des mœurs, sur de véritables fronts pionniers :

« Dans quelques cantons néanmoins, les mœurs quoique encore fort âpres se sont beaucoup adoucies. Sous ce rapport, la présence de la gendarmerie a produit d'heureux résultats. Il y a eu des améliorations sensibles dans des pays où la gendarmerie est en permanence, et l'on a même remarqué que des communes où des brigades avaient seulement demeuré quelque temps, parce que des circonstances avaient motivé leur changement, avaient cependant beaucoup perdu de la férocité de leurs habitudes. J'ignore jusqu'à quel point il serait possible de multiplier les brigades de gendarmerie dans certaines contrées de l'Ardèche ou même d'en créer qui changeassent d'un lieu à l'autre »³⁸.

Dans un premier temps, cette implantation dans les confins départementaux entraîne une poussée rébellionnaire, comme l'annonçait la carte 3, selon un schéma illustré dans les années 1830 par les cantons ardéchois d'Antraigues, de Coucourn et de Montpezat, ou aveyronnais de Najac et de Réquista, dans le sillage du mouvement amorcé au début des années 1820 dans des cantons enclavés mais plus proches des centres urbains, comme ceux de Saint-Bonnet-le-Château (Loire) ou du Bois-d'Oingt (Rhône). Ce passage de l'entre-soi villageois à l'imposition de l'ordre national est par excellence le temps des rébellions. Il est vrai que la méfiance et le mépris qui imprègnent les autorités et leurs agents conduisent à un exercice tendu de leurs fonctions, propre à déclencher des incidents face à une population qui, d'ailleurs, peut adopter des postures de défi afin de se conformer à sa réputation.

DES MODÈLES INSTITUTIONNELS AUX MODALITÉS INTERACTIONNISTES

Au-delà de ces cantons typés, la logique des rapports de force est exploitée par les contemporains dans un but politique. La gendarmerie est mise en cause en tant qu'institution militaire chargée de missions de police. L'esprit de corps, l'armement ou l'habitude de l'obéissance passive apparaissent susceptibles d'intimider ou d'irriter les administrés. Sous la Restauration, l'opposition critique le corps dans la lignée de la déploration du fossé entre le pouvoir et la société³⁹. Pour le député de Corcelles, « tant d'étalage met la force là où le plus souvent suffirait le respect de la loi. Il remplace la justice par la terreur, affecte les regards du citoyen paisible, tend à l'avilissement du peuple et lui inspire une férocité de mœurs qu'un régime moins acerbé adoucira »⁴⁰. Une campagne pour la légalité de la résistance en cas d'abus de

38. Compte rendu du président des assises de l'Ardèche, 4^e trimestre 1828, Arch. nat., BB²⁰ 39.

39. François Guizot, *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*, introduction de Claude Lefort, Paris, Belin, 1988 (1^{re} édition 1821), 251 p.

40. Séance du 22 juillet 1828, *Archives parlementaires*, 2^e série, tome LVI, p. 304-310.

pouvoir s'organise autour de la *Gazette des tribunaux*. Selon les avocats libéraux, la plupart des rébellions naissent de provocations, ce qui devrait leur ôter leur valeur juridique. « Arrêtez un innocent : il se récriera, il murmura ; et ses plaintes seront d'autant plus énergiques que l'injustice sera plus vive à son cœur [...] le voilà coupable, et on lui fera un délit de ses murmures et de ses plaintes. Cette recette admirable paraît être à l'usage de MM. les gendarmes », ironise M^e Daviel, avocat de deux prévenus ayant manifesté contre la Mission à Rouen ⁴¹. Thème politique sans doute, mais il arrive que des gendarmes inventent une rébellion pour masquer leurs propres défaillances dans la poursuite de réfractaires, comme ces gendarmes de Villefranche-de-Lauragais inventant « de toutes pièces un attroupement à Montgiscard » le 7 janvier 1806 ⁴², ou pour charger le cas d'un vagabond.

Cette défiance contribue à l'attraction pour la police londonienne. Sa démythification historiographique a cependant atténué la distance avec le modèle continental ⁴³. Si l'absence de révolution anglaise reste à méditer, le niveau des violences ordinaires est similaire, et invalide la responsabilité du type de police en activité pour le niveau des rébellions ⁴⁴. Plus largement, il faut renoncer à appliquer à ces institutions, aux usages variés et aux évolutions ambivalentes, des dichotomies séduisantes, mais schématiques et lourdes de sous-entendus. Que l'on préfère parler de police de communauté ou de souveraineté, de police du peuple ou du prince, de police de prévention ou de répression ⁴⁵, l'opposition tranchée entre, d'une part, une police qui émanerait du corps social et qui en serait reconnue, et, d'autre part, des forces étrangères aux populations et s'imposant par la coercition, ne s'accorde guère aux pratiques mitigées des gendarmes ⁴⁶.

Au risque de l'empirisme, mieux vaut assumer la dimension étroitement locale des rébellions. Les cercles de la carte 3 rappellent de façon suggestive que les 3 725 affaires représentées sont autant d'histoires singulières, façonnées par un concours de circonstances qui provoque le passage à l'acte ou l'empêche le plus souvent. Comment comprendre autrement que les centaines de milliers d'arrestations et de procès-verbaux litigieux n'aboutissent qu'à quelques milliers d'affrontements ? Négliger la part du contingent (des réfractaires hébergés une nuit chez le père de l'un d'eux, une bouteille de trop

41. *Gazette des tribunaux*, 5 juin 1826.

42. Le préfet de la Haute-Garonne au conseiller d'État chargé du 2^e arrondissement de police, 31 janvier 1806, Arch. nat., F⁷ 8435.

43. Anne Mandeville, « Police et maintien de l'ordre en Grande-Bretagne. Réflexions sur un mythe » dans Jean-Louis Loubet del Bayle [dir.], *Police et société*, Toulouse, Presses de l'IEP de Toulouse, 1988, p. 259-284.

44. Clive Emsley, *Hard men. The English and Violence since 1750*, London/New-York, Hambledon & London, 2005, p. 131-171.

45. Jean-Louis Loubet del Bayle, *La police. Approche socio-politique*, Paris, Montchrestien, 1992, p. 25-28 ; Jean-Paul Brodeur, *Les visages de la police : pratiques et perceptions*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2003, 392 p.

46. Sur l'exercice prudent des missions de souveraineté et « le pouvoir négocié d'une police communautaire », Arnaud-Dominique Houte, *Le métier de gendarme...*, ouv. cité, p. 242-309.

à la fête, l'excès de zèle d'un brigadier ou l'oubli d'une arme) revient à ne pas comprendre le saut que constitue la rébellion, ce risque insensé face à l'appareil répressif. Ce pis-aller invite à se plonger dans le détail des faits, pour voir comment les autres issues se sont fermées, ou dans le passé des protagonistes, pour repérer d'éventuels contentieux antérieurs.

En l'état, cette enquête montre l'ambivalence du rôle de la gendarmerie, tant il est vrai que la rébellion naît aussi bien d'un abus d'autorité que de son absence. Deux paramètres sont à envisager. Premièrement, le facteur humain a toute son importance, qu'il prévienne les rébellions ou qu'il les précipite. Dans le premier cas, il faut évoquer la corruption, la collusion, ou la lâcheté de gendarmes ; bref, toutes les situations de compromission, qui prémunisent du choc au prix du renoncement aux devoirs. De manière plus licite, entrent en compte les « procédures d'amortissement »⁴⁷ entreprises par des sous-officiers qui mettent leur influence locale au service d'un dénouement pacifique du conflit. À l'inverse, une arrestation téméraire, l'exhibition des armes ou des brutalités gratuites sont autant de comportements qui, au lieu de dissuader, peuvent exacerber l'hostilité.

Deuxièmement, l'écran institutionnel intervient aussi, mais là encore avec des effets contrastés. L'esprit de corps pousse à l'intransigeance en cas d'outrage. La formation militaire, la rhétorique guerrière et le zèle politique qui imprègne certains officiers aboutissent à des conduites hasardeuses, à l'instar de la charge, le 8 décembre 1854, de huit gendarmes d'Eure-et-Loir menés par leur capitaine, pour délivrer le préfet, entouré par 1 500 personnes⁴⁸. Ces comportements ombrageux s'effacent toutefois devant la promotion d'autres valeurs – le sens de la mesure et l'esprit d'abnégation –, au cœur d'une identité professionnelle renouvelée. Non seulement cette culture de la modération atténue sur le terrain le risque d'escalade mais elle amortit aussi les tensions conjoncturelles, lorsque l'appareil d'État ne craint pas d'exhorter les gendarmes à l'usage de la force, comme en 1850-1851.

Comment disparaissent les rébellions ? Telle est l'autre question qui se pose au terme de ce parcours⁴⁹. En effet, après les années 1850, le déclin des rébellions confirme sur un mode mineur la fin des révoltes rurales, admise et analysée par l'historiographie⁵⁰. La lecture interactionniste garde alors toute

47. Nicole Dyonet, « Les procédures d'amortissement de l'effervescence populaire urbaine au XVIII^e siècle en France » dans Bernard Barbiche, Jean-Pierre Poussou et Alain Tallon [dir.], *Pouvoirs, contestations et comportements dans l'Europe moderne. Mélanges en l'honneur du professeur Yves-Marie Bercé*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2005, p. 731-746.

48. Jean-Claude Farcy, « Société rurale et violence dans un département réputé calme : l'Eure-et-Loir (XIX^e-XX^e siècle) » dans Frédéric Chauvaud et Jean-Luc Mayaud [dir.], dans *Les violences rurales au quotidien. Actes du 21^e Colloque de l'Association des ruralistes français*, Paris, Boutique de l'Histoire, 2005, p. 81-82.

49. On trouvera les approfondissements nécessaires dans la version de la thèse à paraître aux PUR en 2008, sous le titre : *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*.

50. Alain Corbin, « Histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIX^e siècle », *Ethnologie française*, tome XXI, n° 3, 1991, p. 224-236 ; « La violence rurale dans la France du XIX^e siècle et son

sa pertinence. Elle tempère l'alternative entre réitération archaïque et politisation modernisatrice, à laquelle condamne la prise en compte des seules populations pour expliquer la transformation des modes de contestation au milieu du XIX^e siècle : on passerait de mouvements spontanés, aux objectifs limités et rétrospectifs, à des actions reposant sur des organisations de type associatif, se projetant dans le temps et dans l'espace, et répudiant la violence⁵¹. Dans ce cadre, la rébellion contre les gendarmes, figure type de l'ancien répertoire, se réduit à des dérapages en marge des nouvelles manifestations. L'étude de la gendarmerie rééquilibre les raisons de ce changement. La stratégie contestataire s'est adaptée aux nouveaux rapports de force, liés à l'essor des moyens répressifs, qui rendent la violence collective plus risquée encore. De 1800 à 1835, alors que l'on compte en moyenne 68 affaires par an, les gendarmes ne s'imposent que dans 38 % des cas, tandis que, de 1836 à 1859, le nombre moyen de rébellions recule à 53. Cette baisse est liée au succès croissant des gendarmes (55 %), succès que parachèvent des retours en force systématisés et une justice pénale plus assurée.

En dehors de ces constats, il est vain d'invoquer telle ou telle évolution à l'origine du dépérissement des révoltes, ce qui reviendrait à dresser l'inventaire des changements entre le premier et le deuxième XIX^e siècle. Plus pertinente est l'analyse des transformations qui affectent la physionomie des rébellions sur soixante ans. La *fin des terroirs* que saisissait avec force polémique Eugen Weber sous le titre original de *Pesants into Frenchmen*⁵² est préfigurée par l'épuisement des rébellions symptomatiques du rejet l'État-Nation, comme l'insoumission (de 43 % des causes entre 1800-1835, elle chute à moins de 8 % de 1836 à 1859) ou la normalisation des périphéries dissidentes : les Pyrénées ne rassemblent plus que 4 % des heurts des années 1850 contre près de 10 % dans la première moitié du siècle. Indépendamment de leur baisse quantitative, l'évolution qualitative des rébellions indique que l'intégration des paysans est acquise dès le milieu du siècle plutôt que sous la Troisième République.

Autre paradigme incontournable, hérité de Norbert Elias, la « civilisation des mœurs » précipite le recul des rébellions dans la mesure où elle se diffuse au sein du peuple au cours du XIX^e siècle. Manifeste à travers la baisse des causes d'affrontements emblématiques telles que les rixes intercommunales (8,6 % de 1818 à 1835, 3,7 % de 1836 à 1859), ce processus se

dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique » dans Philippe Braud [dir.], *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 61-73 ; Frédéric Chauvaud, « Le dépérissement des émotions paysannes dans les territoires boisés au XIX^e siècle » dans Alain Plessis et Jean-Claude Farcy [dir.], *La Terre et la Cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994, p. 101-114.

51. Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, 622 p.

52. Les débats auxquels ont donné lieu la thèse d'Eugen Weber insistent sur la nécessité d'une approche régionale. La grande disparité territoriale des rébellions en est l'illustration, bien que leurs frontières ne recoupent qu'imparfaitement la typologie multifactorielle dressée par Pierre Barral (« Depuis quand les paysans se sentent-ils français ? », *Ruralia*, n° 3, 1998, p. 7-21).

lit dans les registres des tribunaux correctionnels par le recul de la violence directe au profit de simples outrages et de la menace de porter plainte. Dès la monarchie de Juillet, élus et presse locale s'essaient à ce rôle de contre-pouvoir, qui s'épanouira avec la Troisième République. Ces recours rendent la violence inopportune. C'est là une illustration, à l'humble échelle des rébellions, du transfert de légitimité de l'insurrection à l'élection. Le suffrage universel permet d'exprimer les revendications condamnées au silence censitaire et aux clameurs protestataires⁵³. Il confère à des populations mieux encadrées par leurs autorités municipales un poids nouveau pour négocier avantageusement avec l'administration⁵⁴. Le respect croissant pour la loi trouve ainsi sa consécration dans la voie legaliste, qui est privilégiée lorsque des cas de contestation subsistent.

En corollaire, un double processus frappe ceux qui persistent dans la rébellion. D'une part, leur marginalisation sociologique : alors qu'au début du siècle, la révolte restait communautaire, les attroupements des années 1850 résultent du jeu des solidarités du travail (ouvriers) ou de sociabilité (habituels d'un cabaret). D'autre part, leur criminalisation au niveau des représentations : aux dignes figures de pères et mères protégeant leur fils conscrit ou de citoyens respectables défendant leurs droits succèdent les types répulsifs de l'ivrogne, du braconnier, du délinquant ou de l'ouvrier étranger. Le renoncement du commun de la population à user de la force en cas de conflit atteste donc la « monopolisation de la violence légitime » par les gendarmes. L'extirpation du brigandage et le recul de l'infra-judiciaire corroborent la perspective de Max Weber.

La prise en charge de la sécurité individuelle par la gendarmerie est d'autant plus exemplaire que c'est au cours de cette période qu'elle se constitue pleinement en tant que force publique. D'une part, renonçant à une conception loyaliste pour s'aligner sur une posture legaliste, les gendarmes se dégagent de l'emprise du pouvoir politique, ce qui décrispe l'exercice d'un maintien de l'ordre délesté de références partisans. D'autre part, ils parviennent à confisquer l'usage de la force, tout en y recourant de moins en moins, signe de l'acceptation grandissante de leur autorité. Il est vrai qu'en parallèle, l'arme perd sa position hégémonique sur les forces de l'ordre. En contrepartie, elle ne porte plus seule le poids de l'impopularité. La croissance de la police sous le Second Empire pousse les gendarmes au repli sur des campagnes assagies, tandis que la menace sociale monte dans les grands centres urbains. Les rébellions contre les gendarmes ne disparaissent pas, mais

53. Sur « les comportements oppositionnels d'une société sans voix », Jean-François Soulet, *Les Pyrénées au XIX^e siècle*, Toulouse, Eché, tome 2, p. 7. Sur le défoulement social né de cette mise à l'écart : André-Jean Tudesq, « Le monde paysan dans le système politique censitaire : un absent ou un enjeu ? », *Les Paysans et la politique (1750-1850) – Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 89, 1982, p. 215-228.

54. Christian Thibon, *Pays de Sault. Les Pyrénées audoises au XIX^e siècle : les villages et l'État*, Paris, Éditions du CNRS, 1988, p. 101-116.

elles ne représentent alors plus qu'un segment du panorama des tensions, entraînant ainsi la fin de cette enquête centrée sur l'essor concomitant de la gendarmerie et des résistances que celle-ci soulève.

*Aurélien Lignereux est ATER
à l'Université de Savoie*